

RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

SYNTHESE

Professeur : Jean-Marc Siroën

**La gestion de la crise argentine de
2001-2002**

SOMMAIRE

<u>Introduction</u>	1
I) <u>Une crise financière et monétaire</u>	
A) <u>Le système du Currency Board ou “Caisses d'Emission”</u>	2
B) <u>Bref historique de la crise et de ses évènements marquants</u>	2
II) <u>La phase de redressement : les mesures économiques immédiates</u>	
A) <u>L'émission de monnaies locales</u>	3
B) <u>La fin du Currency Board et ses conséquences</u>	3
C) <u>Le gel des retraits bancaires</u>	4
D) <u>Le choix de la pésification de l'économie : le rétablissement du peso en tant que monnaie nationale</u>	4
III) <u>La phase de croissance : la présidence Kirchner ou le « style K »</u>	
A) <u>Nestor Kirchner et Roberto Lavagna</u>	5
B) <u>Le plan de restructuration de la dette</u>	5
C) <u>La renégociation des contrats des entreprises de services publics</u>	6
D) <u>Autres mesures importantes</u>	7
<u>Conclusion</u>	8
<u>Annexe</u>	9
<u>Bibliographie</u>	13

Dans l'histoire moderne, le redressement économique de l'Argentine après la crise financière, politique et sociale qui frappa le pays en 2001-2002 est l'un des plus frappant qu'il soit. Comme en témoigne le tableau qui suit dont les chiffres sont issus du Fond Monétaire International (FMI), l'évolution de la situation économique du pays est étonnante : le produit intérieur brut (PIB) connaît une hausse impressionnante durant l'année 2003, augmentation qui se poursuit jusqu'en 2005. La tendance s'inverse toutefois dès 2006, bien que les taux de croissance de l'économie argentine demeurent fort élevés (8,5 % et 7,5 %, respectivement en 2006 et 2007). De plus, malgré la crainte d'une période d'hyperinflation (abus massif et répété de l'émission monétaire), celle-ci ne s'est pas manifestée : bien au contraire le taux d'inflation diminue jusqu'à atteindre 4,4 % en 2004. Concernant le taux de chômage, celui-ci décroît de façon significative dès 2003, tandis que le taux d'investissement augmente sensiblement dès la même année.

Tableau synthétique de l'évolution économique de l'Argentine sur la période 2001-2007

(Cf. graphiques en Annexe)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB (%)	-4,4	-10,9	8,8	9	9,2	8,5	8,6
Inflation (%)	-1,1	25,9	13,4	4,4	9,6	10	8,8
Chômage (%)	20,7	20,7	14,5	12,1	10,1	9	8,7
Taux d'investissement (% du PIB)	14,2	12	15,1	19,2	21,5	23	-
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,9	-1,8	1,1	3,7	2,4	1,5	-

Les chiffres sont issus des bases de données du FMI

L'intérêt de ce travail sera donc d'analyser et d'expliquer les raisons qui ont conduit au redressement économique aussi rapide du pays. Nous nous attacherons plus particulièrement à l'aspect économique de la crise, ainsi qu'aux mesures engagées par les différents gouvernements, et notamment celui de Nestor Kirchner, afin de résoudre celle-ci.

I. Une crise financière et monétaire

A) Le système du Currency Board ou “Caisses d'Emission”

Avant même de se lancer dans les explications de la crise et de sa résolution, il est indispensable de définir le contexte monétaire dans lequel se situe l'Argentine en 2001. En effet, le pays a adopté en avril 1991 le Currency Board : régime de change qui établit une parité fixe entre le peso (monnaie nationale argentine) et le dollar, dans le but de rétablir la confiance des agents suite à la période d'hyperinflation que connut le pays dans les années 1980, et stabiliser l'environnement monétaire. En effet, l'hyperinflation a entraîné un niveau d'épargne intérieure faible (les épargnants ne plaçant par leurs fonds en monnaie nationale), ce qui a limité considérablement le financement de l'Etat et des entreprises. Ainsi, la réponse apportée par l'adoption du Currency Board permettait à la fois de proposer des actifs libellés en dollar, et d'attirer des capitaux étrangers. De plus, ce régime monétaire permettait, du fait de sa rigidité, d'empêcher les institutions publiques d'émettre de la monnaie (et donc de lutter par là même contre l'hyperinflation). En conséquence, la politique monétaire de l'Argentine, et plus particulièrement la politique de change (dévaluation ou réévaluation) était inutilisable. La dollarisation de l'économie (qui correspond à un usage répandu du dollar à la place du peso) a donc permis de stabiliser l'environnement macroéconomique argentin, mais en contrepartie a entraîné une remise en cause de l'utilisation de la politique monétaire, et une vulnérabilité plus importante des systèmes financiers (surtout face aux crises bancaires).

B) Bref historique de la crise et de ses événements marquants

Dès 1999, du fait d'un environnement international défavorable pour l'économie argentine, le pays connaît une période de récession, conjuguée à une spirale déflationniste, une hausse du chômage, et un gonflement de sa dette publique (ensemble des emprunts effectués par l'Etat, se traduisant le plus souvent par des bons du Trésor et des obligations d'Etat), qui entraîne un problème majeur de solvabilité.

En août 2001, les provinces et les villes du pays se retrouvent dans une situation d'insolvabilité qui conduit à l'émission de monnaies parallèles, afin de créer des moyens de paiements supplémentaires dans la mesure où la banque centrale ne peut émettre de peso en raison du Currency Board. En automne de la même année, du fait d'une panique généralisée provoquée par les pertes des banques dues à la récession, et face au risque marqué de dévaluation (synonyme de perte sur l'épargne libellée en peso), les banques doivent faire face à une demande massive de retraits des dépôts. Cette ruée sur le système bancaire conduit à une diminution des réserves en change de la banque centrale. La crise atteint son apogée lorsque le FMI refuse de verser un prêt de 1,3 milliards de dollars à l'Argentine afin qu'elle puisse honorer le service de sa dette, bien que le pays ait toujours respecté les plans d'ajustements structurels imposés par celui-ci. Cette décision de suspension d'aide financière provoque une sortie massive de capitaux. En conséquent, le 22 décembre, le gouvernement suspend le service de la dette extérieure (ensemble des engagements pris par les agents argentins envers des agents extérieurs). S'entame alors un processus de renégociation de la dette avec le FMI. Ceci correspond au plus important défaut de paiement de l'Histoire envers

des créanciers privés : il concerne environ 700 000 détenteurs de bons argentins, issus essentiellement des pays du G7, soit approximativement 100 milliards de dollars.

Au niveau politique, la crise conduit à la succession de trois présidents en l'espace de quelques semaines, ce qui accroît le désarroi de la population et l'instabilité du pays (*Cf. Annexe : rappel des présidences depuis 2001*). En ce qui concerne l'aspect social de la crise, 14 millions d'Argentins sont considérés comme vivant sous le seuil de pauvreté (le pays compte alors 36 millions d'habitants).

II. **La phase de redressement : les mesures économiques immédiates**

A) **L'émission de monnaies locales**

Comme nous l'avons vu précédemment, dès août 2001 de nombreuses régions d'Argentine émettent des monnaies parallèles, telles que le Patacon, afin de payer les salaires de leurs employés. Ces monnaies correspondent en réalité à des titres de dette publique qui visent à pallier l'insuffisance de moyens de paiements causée par les règles contraignantes du FMI et du Board. Il s'agit de la première mesure visible destinée à atténuer les effets de la crise qui s'amorce.

B) **La fin du Currency Board et ses conséquences**

En décembre 2001, le gouvernement met fin au système monétaire du Currency Board, ce qui correspond à l'abandon de la parité fixe peso-dollar. Cela permet aux autorités monétaires, sous la présidence de Duhalde, de dévaluer le peso le 11 janvier 2002 de 29 % (en effet le peso à la sortie du Board apparaît comme nettement surévalué par rapport aux autres monnaies de la région), et ainsi de bénéficier d'un taux de change compétitif permettant d'engendrer une croissance tirée par les exportations. Rapidement, le peso perd les deux tiers de sa valeur, et début mai 2002, trois pesos valent un dollar. Malgré les impacts positifs de ces dévaluations sur le commerce extérieur de l'Argentine, ces mesures amorcent un processus d'inflation. Il est intéressant de noter l'absence d'hyperinflation au sein du pays, bien que la hausse des prix soit relativement importante. Cette réalité peut être expliquée par différents éléments. Tout d'abord, la pénurie de moyen de paiement engendrée grâce aux décisions de geler les retraits bancaires (dont nous parlerons dans la partie qui suit) a eu un rôle décisif dans le contrôle de l'inflation, et ce malgré la présence de monnaies parallèles. De plus, les agents économiques argentins, et essentiellement les commerçants, face à leur crainte d'un retour de l'hyperinflation, n'ont pas augmenté leurs prix mais diminué leurs taux de marge, décision bien évidemment favorable à une certaine stabilité des prix.

C) **Le gel des retraits bancaires**

Face à la ruée des épargnants argentins souhaitant récupérer leurs avoirs, le gouvernement décide, en décembre 2001, le gel des retraits des dépôts à vue. Cette restriction bancaire

imposée par l'Etat aux particuliers est souvent qualifiée de “corralito”. Le but de cette mesure est d'éviter à la fois l'effondrement du système bancaire et la fuite des capitaux. Ainsi, chaque Argentin ne peut retirer qu'une quantité limitée d'argent par mois. Fin 2001, ce montant est fixé à 1000 pesos. En janvier 2002, la directive est renforcée par le gel des dépôts à terme libellés en dollar. Ceci pose un problème général de paiement, et plus largement une crise de liquidité. En effet, la conséquence directe de ces décisions est la diminution des transactions entre entreprises : dans la mesure où elles ne peuvent accéder à leurs dépôts, elles ne peuvent donc pas régler leurs dettes mutuelles. C'est une des raisons qui explique la forte diminution de l'activité économique en Argentine en 2002. Notons qu'en avril, sera prise la décision radicale de fermer les banques et les distributeurs pendant une semaine, face à la demande incontrôlée et croissante des retraits. La fin officielle du corralito aura lieu le 2 décembre 2002.

D) Le choix de la pésification de l'économie : le rétablissement du peso en tant que monnaie nationale

Dans le même temps, le gouvernement décide de la “pésification” des bilans bancaires, soit la conversion en pesos des bilans libellés en dollar. Cette mesure est prise dans le but de diminuer à la fois les effets négatifs de la dévaluation (protéger les entreprises endettées en dollars), et les tensions financières exercées par les agents sur les banques. En effet, de façon plus globale, apparaît la volonté de l'Etat argentin, de reconstruire le peso comme unique monnaie nationale, et de refuser la dollarisation de l'économie. C'est pourquoi, la conversion des montants en pesos apparaît peu à peu comme une obligation (et une contrainte) touchant les contrats financiers, les contrats commerciaux, les prix et les salaires. Face au problème de l'inflation, les autorités décident alors d'indexer les dépôts sur l'indice des prix intérieurs : ainsi, bien que la dévaluation dégrade le pouvoir d'achat en dollar des Argentins, celui-ci est protégé lorsqu'il est libellé en pesos.

Ces mesures, qui se distinguent de la logique précédente du Board, auront pour conséquence une reprise de l'activité économique dès 2003 (le PIB atteint environ 9 %), et une inflation relativement contrôlée (elle diminue de presque 13 points). La croissance rapide du PIB s'explique en majeure partie grâce à l'augmentation des exportations, permise par le maintien d'un taux de change très favorable du fait de l'intervention de la banque centrale. De plus, des facteurs internes (croissance de la consommation et de l'investissement) relancent l'économie, malgré la pression à la hausse qu'ils exercent sur les prix.

III. La phase de croissance : la présidence Kirchner ou le « style K »

A) Nestor Kirchner et Roberto Lavagna

Nestor Kirchner est élu Président le 27 avril 2003 avec 22 % des voix, et entre en fonction le 25 avril. Cet homme politique péroniste, et peu connu de la population va mener une politique économique que beaucoup qualifient “d'hétérodoxe”. En effet, sa politique centre gauche d'inspiration nationaliste, va rapidement se traduire par une fermeté exemplaire dans les négociations menées avec le FMI et les différents créanciers du pays, afin de défendre les

intérêts nationaux. Ceci va lui apporter un appui populaire hors du commun. N. Kirchner gardera le ministre de l'économie en place lors de son arrivée au pouvoir : Roberto Lavagna. La politique économique qu'ils mèneront ensemble sera souvent perçue comme un réel succès.

Les mesures économiques adoptées par sous la présidence de N. Kirchner concernent majoritairement des objectifs de court terme. C'est sous son mandat que sera réellement évoquée le problème majeur de la dette.

B) Le plan de restructuration de la dette

Tableau synthétique de l'évolution de la dette publique argentine sur la période 1990-2008

(Cf. graphiques en Annexe)

	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Dette publique		144,194	141,509	150,878	145,966				
Arriérés non payés		22	11,465	27,89	45,33				
Dette publique totale	62,233	144,222	152,974	178,768	191,296	129,227	136,725	112	127,2
Dette publique/PIB (%)		54			127			56	

Unité : milliards de dollars (courants)

Les chiffres sont issus des bases de données du FMI

Dès 2003, le gouvernement va mener des séries de négociations avec le FMI, les créanciers publics (Club de Paris) et les créanciers privés.

En septembre 2003 lors de l'assemblée générale de l'organisation à Dubaï, et après avoir reçu l'accord du FMI, R. Lavagna propose aux créanciers privés un plan de restructuration de la dette. Il s'agit d'une restructuration de l'ordre de 66 % de celle-ci, qui s'opérerait avec l'échange des créances en défaut contre de nouvelles créances, mais avec une perte de 75 % de leur valeur. Le remplacement des obligations existantes serait effectué avec trois types d'obligations distinctes : obligation avec réduction de leur valeur nominale, obligation avec réduction de la valeur des coupons, et obligation avec échéance plus longue pour le remboursement du capital. Toutefois, afin de rendre ces obligations attrayantes, sont introduites des clauses favorisant les créanciers. Ce sont ces clauses qui sont en partie responsables du nouvel endettement du pays.

La fin des négociations a lieu en février 2005, et se solde par un réel succès pour le gouvernement argentin puisque 76 % des créanciers acceptent la proposition : on peut parler d'un transfert du coût de la crise vers l'extérieur. Au final, le gouvernement obtient une réduction de 70 % des 82 milliards de dollars de la dette, une conversion d'une partie de la dette en bons du Trésor, un rééchelonnement des remboursements sur 42 ans, et des remboursements à taux faibles (0,32 dollar pour un dollar prêté). Si les négociations ont été aussi longues cela s'explique par le fait que la dette publique est détenue par presque 700 000 petits porteurs (dont 450 000 petits porteurs italiens, soit environ 15 % de la dette en défaut), ce qui correspond à 152 types d'obligation, et 14 monnaies différentes.

A l'époque où a été acceptée cette proposition, les taux d'intérêt internationaux étaient relativement bas, ce qui constitue un élément favorable au succès de cette proposition. Cependant, le succès flagrant de ces négociations sur la restructuration de la dette en défaut de paiement ne signifie pas la résolution du problème de l'endettement du pays dans sa totalité : l'Argentine doit concentrer une partie importante de ses efforts budgétaires pour le service de la dette, comme le lui impose le FMI dès l'automne 2001.

En ce qui concerne les négociations avec le FMI, après l'accord provisoire conclu le 16 janvier 2003, qui visait l'obtention d'un crédit avoisinant les 3 milliards de dollars, et un rééchelonnement temporaire de la dette, l'Argentine bénéficie d'un nouveau soutien de l'organisation internationale. En effet, les remboursements de capital devant être versés aux institutions multilatérales de crédit pourront être refinancés. Concrètement, l'Argentine pourra, si elle le souhaite, refinancer d'ici 2006 21.5 milliards de dollars (dont 12.55 au FMI). Malgré cette apparente faveur, le pays devra payer l'intégralité des intérêts dus au cours de la période.

C) La renégociation des contrats des entreprises de services publics

Les privatisations massives d'entreprises dans les années 1990 dans des domaines de services publics (tels que l'eau, le gaz, le téléphone, l'électricité ou les transports) ont permis de diminuer la charge de la dette externe, ainsi que la charge du déficit de certaines entreprises. Dans les contrats signés à cette époque, les tarifs de ces entreprises ont été fixés en dollars grâce à certaines clauses, et donc indexés au taux d'inflation américain (en conséquence, les prix pratiqués ne correspondaient pas forcément avec la réalité socio-économique argentine).

C'est à ce problème que s'est attaqué l'administration Kirchner en voulant réviser et renégocier ces contrats afin que ce ne soit plus le dollar et l'inflation des Etats-Unis qui déterminent les prix. Cette mesure a eu d'autant plus d'importance que le peso était alors flottant et avait été dévalué en janvier 2002 : en effet, cette décision a sensiblement fait augmenter les prix des services publics. C'est pourquoi, dans un souci de contrôle de l'inflation, le gouvernement argentin a gelé les tarifs de ces entreprises : les firmes se sont alors vues dans l'impossibilité de s'adapter à la conjoncture nationale. De ce fait, lors de l'ouverture des négociations, ces dernières ont réclamé des rattrapages tarifaires, ce qui a posé de nombreux litiges. Malgré cela, le gouvernement a progressivement et partiellement accepté.

D) Autres mesures importantes

Sous la présidence de N. Kirchner la politique monétaire va être axée sur la baisse des taux d'intérêts. De plus, les dépenses en matière d'éducation et d'infrastructures publiques vont être accrues, la demande sera stimulée via des accroissements de salaires afin de favoriser la consommation, une dévaluation du peso renforcera les exportations et diminuera les importations (réalité accentuée grâce à la hausse du prix des produits d'exportation)... Par ailleurs, dès les premières semaines suivant son élection N. Kirchner insiste sur le caractère indispensable que revêt une modification du système fiscal afin de collecter davantage

d'impôts, de lutter contre l'évasion fiscale, et ainsi de financer une partie de la dette et des dépenses publiques.

Le bilan de la politique de N. Kirchner a été dans l'ensemble plutôt positif, notamment dans les domaines économiques, malgré un problème d'inflation entretenu du fait du maintien d'un taux de change réel bas. Le bilan social est quant à lui plus mitigé : malgré les nombreux plans d'aides sociaux, la pauvreté reste une donnée importante du pays, et les inégalités sociales se sont accrues. Cette réalité a été notamment mise en lumière avec les conflits sociaux de 2006, lors desquels les Argentins ont exigé des hausses de salaires.

Actuellement, l'Argentine connaît un ralentissement de son activité économique : le PIB est de 6,5 % en 2008, contre 8,6 % en 2007, soit une chute de 2,1 points de pourcentage. L'inflation tend à s'accroître : elle est de l'ordre de 9 % en 2008, alors qu'elle représente 8,83 % en 2007. Le chômage a lui aussi connu une légère hausse : il est de 8,9 % (+0,2 %), tout comme la dette publique qui atteint 127,2 milliards de dollars en mars 2008 (soit + 13,6 % en comparaison avec mars 2007).

L'expérience argentine témoigne de la difficulté qu'ont les pays émergents à s'endetter dans leur propre devise, et donc en contrepartie, de la tendance à la dollarisation croissante des économies. Ainsi, pour ces pays fragiles, l'instabilité des marchés financiers internationaux constitue une menace réelle pour leur monnaie et leur système bancaire. Certains économistes, comme Michel Aglietta et Jacques le Cacheux dans leur article De la première à la seconde globalisation (2007), proposent la création de zones monétaires régionales qui permettraient aux pays de s'endetter dans leur monnaie, ou une devise de la zone, tout en étant protégés des variations conjoncturelles des marchés financiers, du fait d'accords préalables intra-zones.

ANNEXE

✓ Liste des présidents qui se sont succédés depuis la crise de 2001

10 décembre 1999 / 21 décembre 2001

Fernando de la Rúa

21 décembre 2001 / 23 décembre 2001

Ramon Puerta

23 décembre 2001 / 31 décembre 2001

Adolfo Rodriguez Saa

31 décembre 2001 / 2 janvier 2002

Eduardo O. Camano

2 janvier 2002 / 25 avril 2003

Eduardo A. Duhalde

25 avril 2003 / 10 décembre 2007

Nestor C. Kirchner

10 décembre 2007

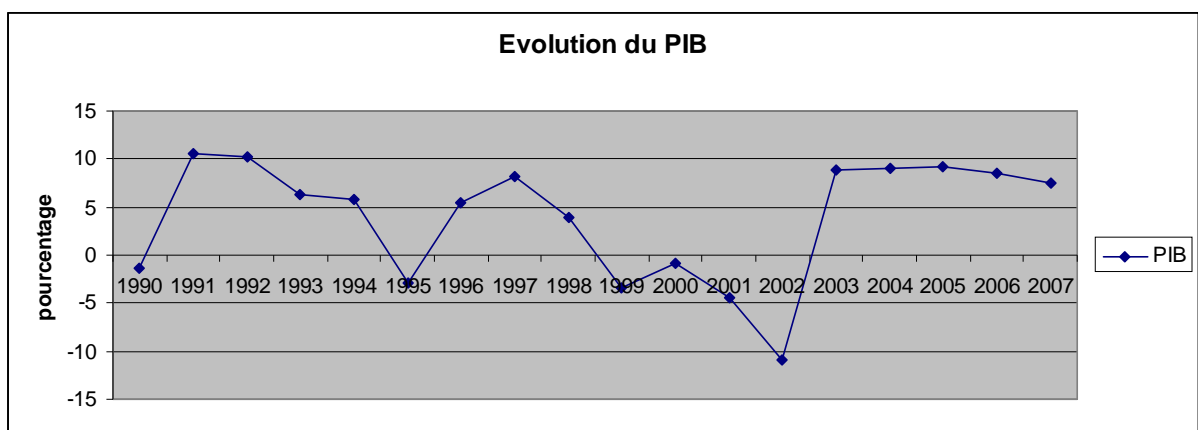
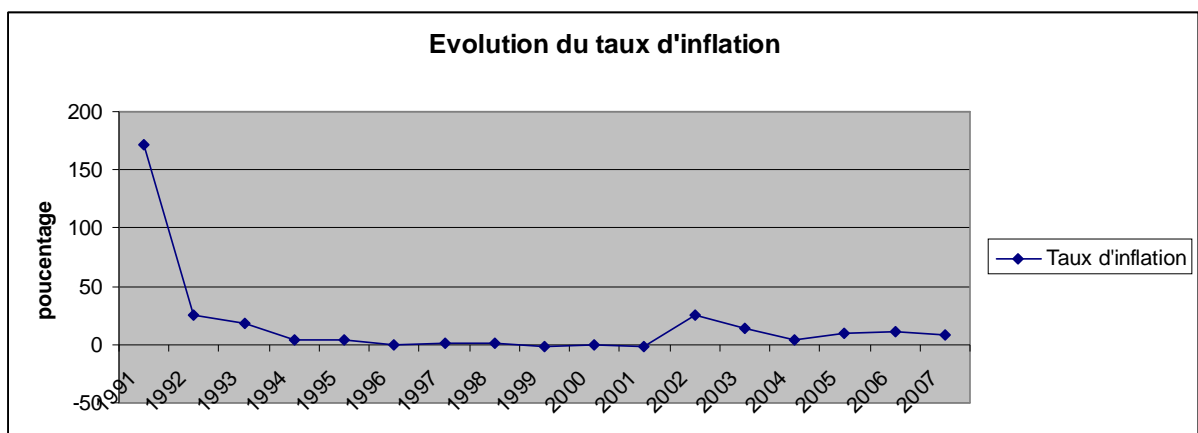
Cristina C. Kirchner

✓ Evolution économique de l'Argentine (chiffres mentionnés dans la synthèse) (les chiffres sont issus des bases de données du FMI, Banque Mondiale et Institut national des statistiques argentines)

Evolution du PIB et de l'inflation

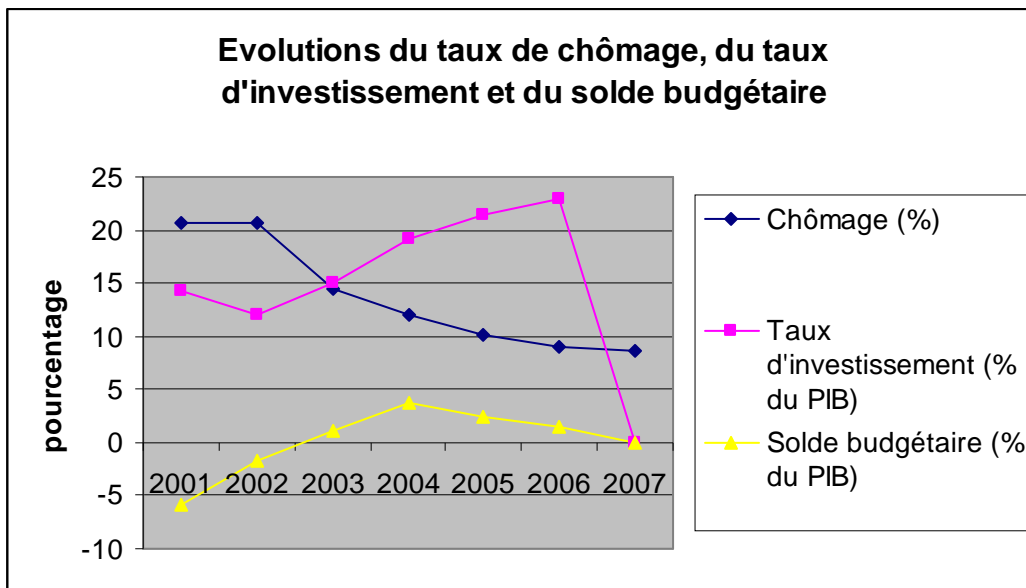
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
inflation (%)	2313,96	171,672	24,9	18,512	4,177	3,376	0,156	0,529	0,925	-1,167
PIB (%)	-1,338	10,498	10,299	6,251	5,836	-2,845	5,527	8,111	3,85	-3,385

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
-0,939	-1,065	25,896	13,443	4,4416	9,642	10,898	8,83
-0,789	-4,409	-10,895	8,837	9,03	9,179	8,466	7,5

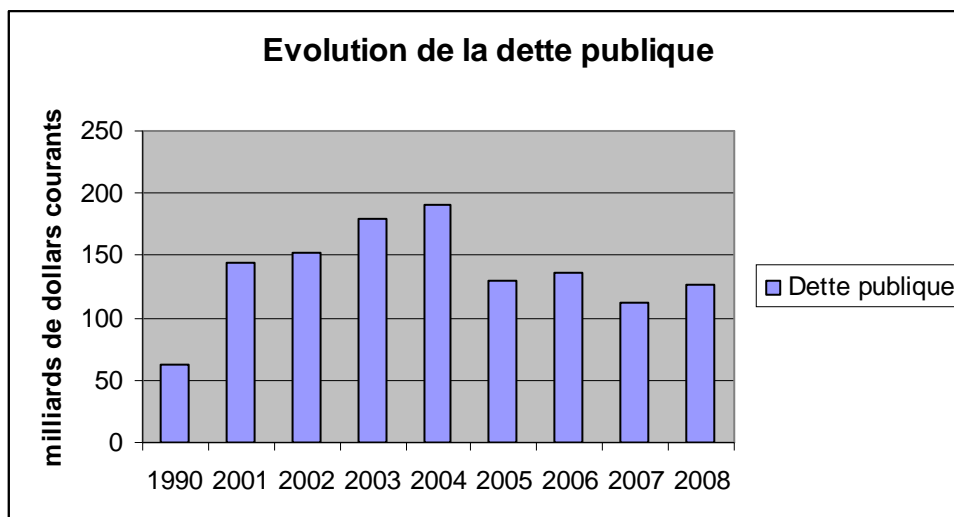


Evolution du chômage, de l'investissement et du solde budgétaire

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Chômage (%)	20,7	20,7	14,5	12,1	10,1	9	8,7
Taux d'investissement (% du PIB)	14,2	12	15,1	19,2	21,5	23	-
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,9	-1,8	1,1	3,7	2,4	1,5	-



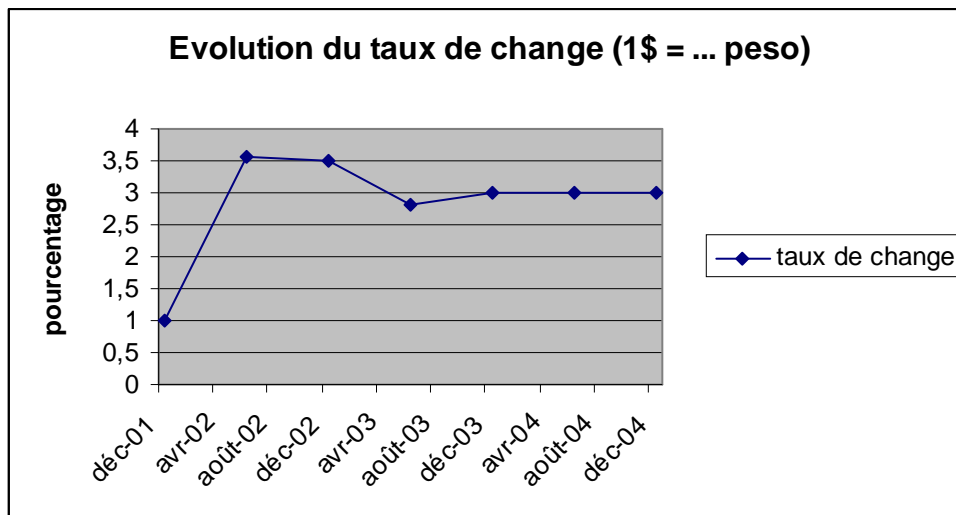
Evolution de la dette publique



✓ *Supplément d'information sur l'évolution économique de l'Argentine*
(chiffres non mentionnés dans la synthèse)

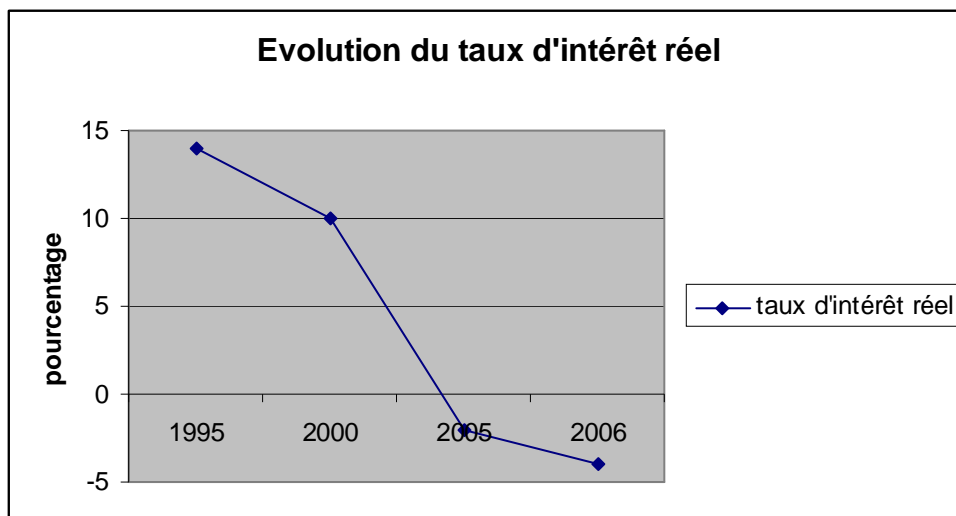
Evolution du taux de change

	déc-01	juin-02	déc-02	juin-03	déc-03	juin-04	déc-04
taux de change	1	3,55	3,5	2,8	3	3	3



Evolution du taux d'intérêt réel

	1995	2000	2005	2006
taux d'intérêt réel	14	10	-2	-4



BIBLIOGRAPHIE GENERALE

✓ **Parutions**

Adda J., *Argentine-Brésil, l'art du découplage*, Alternatives Economiques, N°204, Juin 2002.

Aglietta M. et Le Cacheux J., *De la première à la seconde globalisation*, revue de l'OFCE, N°102, 2007.

Boyer R., *Pourquoi tant de crises ?*, Alternatives Economiques, Hors-Série, N°77, 2008.

Bulletin du FMI : 13/07/2002.

Capul J-Y., *Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales*, Hatier, 2005.

Carstens A. et Jacome H. L. I., *Le domptage du monstre*, Finances et développement, Décembre 2005.

Clerc J-M., *La question de la légitimité monétaire : une affaire de confiance, l'exemple du Patacon argentin*, Problèmes Economiques, 16/04/2003.

Coiteux M., *Administrer l'Argentine résiduelle de la dette et des contrats résiliés*, Observatoire des Amériques, N°10, Mars 2004.

Coiteux M., *L'Argentine, le FMI et les Etats-Unis à l'ère Kirchner*, Observatoire des Amériques, Octobre 2003.

Echaudemaison C-D., *Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales*, Nathan, 6ème édition, 2004.

Gambina J.C., *L'Argentine, deux ans de Lavagna et un an de Kirchner*, CADTM, 12/06/2004.

Kessler G., *Comportements et représentations face à la dislocation des régulations sociales : l'hyperinflation en Argentine*, Cultures et conflits, 1996-1997.

Lévêque F., *Argentine : résistance ou soumission au FMI ?*, CADTM, 20/09/2003.

Lutzky A., *Une reprise inégalitaire*, Alternatives Economique, N°262, Octobre 2007.

Ostiguy P., *Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin*, CAIRN, 2005.

Sgard J., *Argentine : une nouvelle aventure monétaire en Amérique latine*, CAIRN, 2002.

Sgard J., *Ce qu'on en dit après. Le Currency Board argentin et sa fin tragique*, Avril 2004.

Sgard J., *Le rebond spectaculaire de l'économie argentine*, Alternatives Economique, N°262, Octobre 2007.

Toussaint E., *Toi Argentine, cinq ans après...*, Club de Paris, 29/12/2006.

Toussaint E., *Une "dette odieuse"*, Le Monde Diplomatique, Février 2002.

Zacharie A., *Aux origines de la crise argentine*, CADTM, 21/12/2001.

✓ **Sites internet**

www.bcra.gov.ar

(Banque Centrale argentine)
(site consulté le 22/02/2009)

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

(Site des Statistiques européennes)
(site consulté le 20/02/2009)

www.imf.org

(Fond Monétaire International)
(site consulté le 25/02/2009)

www.indec.mecon.ar

(Institut national argentin des statistiques)
(site consulté le 22/02/2009)

www.mecon.gov.ar

(Ministère argentin de l'économie et de la production)
(site consulté le 22/02/2009)

www.worldbank.org

(Banque Mondiale)
(site consulté le 25/02/2009)

